

Brexit, Grexit, Frexit. . .

23 juin 2016 :

**VOTE TO LEAVE
THE EU ! ***



* Votez pour quitter l'Union européenne !

MEETING INTERNATIONALISTE Paris, 28 mai 2016

Paris, samedi 28 mai 2016

MEETING

INTERNATIONALISTE

Londres, Athènes, Berlin, Lisbonne, Bruxelles, Rome, Madrid, Paris. . .

**RUPTURE
avec l'Union européenne !**



MEETING INTERNATIONALISTE Paris, 28 mai 2016

«La réforme du droit du travail est le minimum de ce qu'il faut faire»
(Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne)

**RETRAIT des lois, plans, mémorandums,
dictés par l'Union européenne
et les gouvernements**



MEETING INTERNATIONALISTE Paris, 28 mai 2016

« Nous soutenons les travailleurs britanniques qui voteront pour quitter l'Union européenne au référendum du 23 juin 2016 ! »

Le compte-rendu intégral du meeting

1 200 travailleurs, militants et jeunes ont assisté au meeting. Le meeting est coprésidé par Heinz-Werner Schuster et Daniel Gluckstein. En France, le meeting était soutenu, entre autres, par le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID).

Heinz-Werner Schuster,



syndicaliste Ver.di, membre de la Commission ouvrière du SPD de Düsseldorf (Allemagne), initiateur de l'appel de militants ouvriers de 23 pays d'Europe « Nous soutenons les travailleurs britanniques qui voteront pour quitter l'Union européenne au référendum du 23 juin 2016 ! »

Cher(e)s camarades

Ce meeting rassemble des travailleurs et jeunes de toute l'Europe, soit par leur présence dans la salle, soit par les messages qu'ils ont fait parvenir. Il se tient sur la base de l'appel aux syndicats et aux sections du Labour Party, aux travailleurs britanniques qui, contre les directives de leurs directions et de la Confédération européenne des syndicats (CES), ont décidé d'appeler la 23 juin à voter pour que leur pays quitte l'Union européenne. Par ce meeting, nous démontrons notre détermination à rompre avec l'UE, ses diktats et ses institutions. Et c'est pourquoi nous adressons de cette tribune notre salut et notre solidarité aux travailleurs britanniques et à leurs organisations qui combattent pour que leur pays sorte de l'UE.

Ce meeting ne se déroule pas en dehors du temps et de l'espace. Il se tient aujourd'hui, en France, à Paris. C'est pourquoi il est aussi une démonstration de notre soutien aux combats de la classe ouvrière française contre le gouvernement Hollande-Valls et sa contre-réforme du Code du travail (loi El Khomri), application de la directive de l'UE et du « Programme national de réforme de la France », dans le cadre du « semestre européen ». C'est pourquoi il est juste et important que ce meeting internationaliste se tienne aujourd'hui et ici.

Le 17 février, 31 responsables syndicaux et membres du Labour Party ont publié dans le *Guardian* une déclaration en faveur du Brexit. Nous avons alors ouvert la discussion sur cet appel car ils y exprimaient ce que nous voyons tous les jours dans nos combats : l'UE s'est vouée irrémédiablement aux privatisations, à la destruction des acquis sociaux, aux bas salaires et à l'érosion des droits syndicaux. C'est bien pourquoi les capitalistes de l'UE lui sont inconditionnellement favorables.

Mais nous avons fait une autre constatation : les directions de nos organisations sont elles aussi inconditionnellement favorables à l'UE. Elles ne cessent de nous répéter que l'UE offre un cadre de paix, oubliant de préciser que l'UE est liée de façon

indissoluble à l'OTAN, sous la direction de l'impérialisme américain et passant sous silence les guerres menées en Yougoslavie, au Proche- et Moyen-Orient et sur le continent africain.

Et c'est au nom de l'« Europe sociale » que ces directions défendent l'UE et ses institutions, construction totalement antidémocratique pour la seule défense du « marché unique » contre la volonté de la majorité des travailleurs et des peuples.

Nous le savons tous : si se brise le maillon le plus faible de la chaîne des droits et garanties ouvrières, derrière ce sera le tour de tous les autres qui font face à ce combat dans tous les pays.

Après le « deal » entre Cameron, Tusk et le Conseil européen sur les travailleurs migrants de l'UE pour les priver des droits que le mouvement ouvrier britannique a conquis, certains nous parlent de la fin de « la libre circulation » des travailleurs en Europe. Et bien sûr, la ministre sociale-démocrate allemande du Travail reprend à son compte ce « deal » contre les migrants dans le cadre de son offensive contre les conventions collectives.

Mais pour le capital, il ne s'agit pas de la fin de la « libre circulation », mais tout simplement d'un ajustement juridique des « libertés fondamentales au sein du marché unique », qui, nous le savons tous, ne connaît ni libre circulation des travailleurs en Europe ni droit de grève illimité.

La porte que le mouvement ouvrier britannique peut enfoncer fait peur à ces gens, car « on ne sait pas ce qui pourrait se passer » ; cela fait peur aussi à ceux qui proclament leur rejet formel de l'UE. Et puis, à « gauche », on nous oppose que notre combat pour la rupture avec l'UE reviendrait à couvrir la City de Londres et une partie de la bourgeoisie britannique et à détourner la classe ouvrière de son combat contre Cameron. Sous cette phraséologie gauche se cache mal la révision complète de la position de rupture avec l'UE, la couverture gauche de l'appareil avec l'argument des voix de la droite.

Mais c'est bien la politique de l'UE et des différents gouvernements, couverte par les directions des organisations se réclamant du mouvement ouvrier, qui ouvre la porte à la démagogie de la droite.

Alors, camarades, apportons notre aide au mouvement ouvrier britannique, afin qu'il obtienne une victoire lors du référendum du 23 juin. Cela ouvrirait sans aucun doute une perspective nouvelle pour libérer l'Europe des diktats de la règle d'or, de

la politique antisociale détruisant les retraites, l'école, la santé, favorisant la baisse du « coût du travail », par la baisse des salaires, la sortie des conventions collectives et la destruction des codes du travail. Cette perspective serait celle des intérêts des travailleurs et peuples sur tout le continent, dans le cadre d'une Europe des peuples libres et de leur libre coopération, dans le plein respect de la souveraineté des nations.

Steve Hedley,



**secrétaire général adjoint du
Syndicat des cheminots et des marins
de Grande-Bretagne (RMT)**

Je voudrais tout d'abord commencer par saluer le combat mené par les travailleurs français et le magnifique mouvement de grève qu'ils mènent aujourd'hui. C'est une source d'inspiration pour nous tous, à travers toute l'Europe.

Deuxièmement, je voudrais remercier les organisateurs de ce meeting pour nous avoir invités à y prendre la parole et, très franchement, je dois dire que nous étions loin de penser qu'il y avait autant de personnes en France et en Europe qui soutenaient le combat que nous menons pour que la Grande-Bretagne sorte de l'UE.

Le syndicat national des cheminots et des marins est un syndicat qui organise 80 000 travailleurs, du rail, du métro, des ports et de la marine marchande.

Nous combattons le racisme sous toutes ses formes, nous sommes pour une Europe des travailleurs, pour un monde des travailleurs, pour une Europe socialiste et un monde socialiste.

Il se peut que vous ayez vu que la campagne pour le Brexit en Grande Bretagne était menée par Nigel Farage du parti UKIP, ou Boris Johnson du Parti conservateur. Sachez que nous n'avons strictement rien à voir avec ces gens-là !

Ces gens-là ressemblent à ces horloges en panne, qui ne donnent l'heure juste que deux fois par jour. Ils disent parfois des choses justes pour de mauvaises raisons.

Nous voulons sortir de l'UE parce que nous voulons protéger les droits des travailleurs.

Bien sûr, en Angleterre, Thatcher et les conservateurs, et après eux le gouvernement travailliste, ont mis en place toutes les privatisations.

Mais ce que fait le 4^e paquet de la réforme européenne des chemins de fer, c'est d'institutionnaliser le principe de privatisation.

Même si demain nous avons un gouvernement de gauche élu, en d'autres termes si Jeremy Corbyn devenait Premier ministre, il serait dans l'impossibilité de renationaliser les chemins de fer en restant dans l'UE.

Nous avons sous les yeux le spectacle écoeurant de travailleurs portugais qui sont nos frères et nos sœurs, en train de travailler sur des navires britanniques dans le port de Southampton et qui sont payés moins de 3 livres de l'heure (4 euros), soit la moitié du salaire minimum en Grande-Bretagne.

Cela illustre la nature de l'UE : c'est un club de possédants, un club de riches, qui veulent détruire les droits et les conditions de vie des travailleurs.

Nous sommes prêts à accueillir n'importe quel travailleur d'Europe et d'ailleurs, du monde entier. Nous avons bien plus de choses en commun avec les travailleurs d'où qu'ils viennent qu'avec les patrons, et nous voulons que ces travailleurs soient payés et aient les mêmes conditions de travail et de vie que les travailleurs britanniques.

Nos adversaires nous traitent de racistes parce que nous demandons des droits égaux pour tous les travailleurs. C'est un scandale, c'est un mensonge. Ils veulent effrayer les travailleurs et les minorités ethniques en Grande-Bretagne pour qu'ils votent pour le maintien dans l'UE.

Les directives européennes de libéralisation, dont la mise en place est exigée d'ici à 2020, et qui sont le motif de la grève en cours en France, s'appliqueraient à tous les pays d'Europe.

Et l'on a ce spectacle obscène d'une entreprise américaine, Uber, dont le siège est en Hollande, qui

poursuit le gouvernement espagnol devant la Cour européenne parce que, disent-ils, ce gouvernement fait obstacle à leur libre commerce.

Et cela servira évidemment de modèle pour toutes les autres multinationales qui veulent faire baisser les conditions de travail. Si un gouvernement tente de protéger les travailleurs dans son pays, l'entreprise poursuivra ce gouvernement devant la Cour européenne.

C'est ce qui sera gravé dans le marbre par l'accord transatlantique actuellement négocié en secret dans notre dos entre les Etats-Unis et l'UE.

La négociatrice en chef de l'Europe sur cet accord a déclaré ouvertement qu'elle n'avait pas de comptes

à rendre aux peuples d'Europe, mais seulement aux fonctionnaires de la Commission européenne, qui n'est par ailleurs pas élue.

Je voudrais terminer en disant que l'année 2016 pour moi en tant qu'Irlandais est une année historique. Il y a cent ans, en 1916, 2 000 Irlandais se dressèrent pour se délivrer des chaînes de l'empire britannique.

J'espère fermement qu'en 2016 les peuples de France, d'Allemagne, d'Espagne, tous les peuples d'Europe se dresseront contre la dictature de l'Union européenne. Vive les travailleurs !

Claude Charmont,



syndicaliste en Seine-et-Marne

Camarades,

Je suis militant syndical en Seine-et-Marne, un département de l'Île-de-France.

Nous avons une particularité en Seine-et-Marne, nous

possédons, à Grandpuits, la seule raffinerie de la région parisienne.

Camarades,

Les salariés de la raffinerie sont maintenant en grève dans l'unité Force ouvrière-CGT depuis le 17 mai, depuis onze jours. Hier, ils ont décidé de reconduire la grève pour une semaine, jusqu'au vendredi 3 juin. Ils ont d'abord fait cesser toute sortie et toute entrée de produits ou de véhicules sauf bien sûr ceux liés à la sécurité ou aux travaux d'entretien (aussi bien par route, que par voie ferrée ou pipeline dont les vannes ont été fermées). Et à partir du 23 mai, ils ont cessé toute production. Dans le cadre de mes responsabilités syndicales, je me suis rendu à la raffinerie de Grandpuits, à l'assemblée générale du personnel. Plusieurs choses m'ont frappé : d'abord la clarté de la revendication. Le tract commun FO-CGT en date du 17 mai est titré « *Ni amendable ni négociable* ». Dans l'AG des grévistes, une seule revendication : « Retrait ! » Ensuite, comment l'utilisation du 49-3 avait été ressentie comme une véritable provocation. D'ailleurs dans leur tract, à juste titre, CGT et FO écrivent : « *L'article 49-3 ne peut se substituer à l'avis de 66 millions de Français.* »

Enfin, et je dirai surtout, l'unité d'action réalisée entre la CGT et FO. D'autant plus que comme dans beaucoup d'entreprises leurs rapports n'avaient pas souvent été au beau fixe ! Les secrétaires généraux

des UD FO et CGT sont venus sur place apporter leur soutien.

A chaque AG, le 17 mai, le 20 mai, le 23 mai, le 27 mai, chaque fois la grève a été majoritaire (et quasi unanime chez les salariés postés), malgré la présence de la direction et malgré le 27 mai, les tracts distribués par la CFDT et la CGC contre la grève.

Avant de conclure, je voudrais vous faire part d'une discussion dans les rangs des grévistes qui a, à mon sens, valeur générale. Les grévistes reçoivent la visite de citoyens venus les soutenir, d'étudiants qui veulent les aider, ils reçoivent des messages de solidarité... Et les grévistes se remémorent 2010 pendant la grève sur les retraites où ils avaient reçu un soutien financier pour leur permettre de tenir... et ils se disent : « *Nous sommes enchantés du soutien que nous recevons* », mais d'autres ajoutent : « *Le soutien, c'est bien, mais il ne faut pas faire grève par procuration.* »

Camarades,

Ils ont raison, le meilleur soutien à la grève des travailleurs des raffineries, c'est la grève ailleurs ! Le meilleur soutien, c'est les cheminots en grève. Le meilleur soutien, c'est la grève qui se réalise dans les entreprises du verre de Nemours à l'initiative de la CGT, et à l'hôpital de cette même ville à l'initiative de la CGT et de FO... Le meilleur soutien, c'est la grève jusqu'au retrait !

Camarades,

Les salariés de tout le pays sont appelés à la grève nationale interprofessionnelle et à la manifestation nationale pour le retrait du projet de loi El Khomri le 14 juin.

Camarades,

Il faut le dire clairement. Si le gouvernement refuse d'entendre les grévistes et les manifestants, alors, c'est la grève générale jusqu'au retrait qu'il faut ! C'est la position qu'a prise l'union départementale de mon syndicat.

Camarades,

Les syndicats CGT et FO de la raffinerie de Grandpuits terminent l'un de leurs tracts communs

Panagiotis Tassopoulos,



étudiant,
militant de LAE (Unité populaire)
(Grèce)

Chers amis, camarades
D'abord je voudrais vous remercier pour l'honneur que vous m'avez fait et je suis aujourd'hui parmi vous.

Je voudrais me présenter. Je m'appelle Panagiotis Tassopoulos. Je viens de Grèce. Je suis un des milliers de jeunes qui se battent en Grèce. Je me bats contre l'austérité. Je me bats contre la pauvreté que subit le peuple. Je me bats pour mes enfants, pour vos enfants et pour les générations qui sont à venir.

C'est pourquoi nous participons à l'initiative des travailleurs britanniques pour la sortie de l'Union européenne au référendum qui aura lieu au mois de juin.

Chers amis, camarades,

On est venus à Paris pour dire NON aux mémorandums, NON à l'austérité, NON à l'UE.

Nous, en Grèce, il y a dix mois, on a dit NON à notre référendum. Un référendum qui avec 61,5 % a donné une réponse claire à Juncker, à l'UE, au FMI et à tous ceux qui ont soutenu notre soumission aux mémorandums et à l'austérité.

Ce NON de la jeunesse et du peuple, Tsipras et son gouvernement l'ont transformé en oui. C'est-à-dire, contre le mandat que le peuple lui a donné, ils ont dit :

- oui à la domination des marchés
- oui à la surtaxation du peuple
- oui aux privatisations
- oui à la baisse des salaires et des retraites

par ces mots : « *Nous sommes le peuple !* » Alors, pour que la parole du peuple soit entendue par ce gouvernement minoritaire, oui, grève jusqu'au retrait ! En Grande-Bretagne comme en France, la parole du peuple doit être entendue, le « *Leave* » doit l'emporter !

oui à la suppression de toute conquête sociale

oui au chômage

oui à l'émigration des jeunes de mon âge vers les autres pays de l'Europe et les Etats-Unis.

Ces jours-ci, le gouvernement grec prend d'autres mesures d'austérité : 5,4 milliards d'euros et il vend tout ce qui appartient à l'État. C'est-à-dire qu'il poursuit la politique catastrophique des gouvernements précédents. C'est pour cela que nous, nous continuons à nous battre contre tout gouvernement qui applique cette politique.

Le combat ne s'arrête pas. Le combat continue actuellement en France. Et en Grande-Bretagne.

On croit et on espère que votre combat donnera un coup à cet instrument de l'impérialisme, l'UE. Et cela aidera tous les peuples de l'Europe unie des travailleurs et des peuples. Pour finir je voudrais donner quelques éléments qui sont les résultats des trois derniers mémorandums de 2009 jusqu'à aujourd'hui.

Les investissements de 49,6 milliards sont abaissés à 10 milliards.

Le chômage a eu une hausse spectaculaire, il est passé de 9 % à 26,6 %.

La fermeture de plus de 80 000 entreprises.

L'augmentation des impôts qui dépasse aujourd'hui le 180 % pour chaque foyer.

10 000 suicides depuis dans le pays.

C'est cette Europe que certains ont rêvée ? Nous, cette Europe, on n'en veut pas ! C'est pour cela que nous disons : rupture avec l'Union européenne !

Elisa,



**étudiante
à l'université
de Nanterre**

Bonjour à tous,
Je suis étudiante à l'université
de Nanterre, et comme des

centaines de milliers de jeunes, depuis trois mois, je participe activement à la mobilisation, aux côtés des travailleurs, pour le RETRAIT de la Loi El Khomri.

Nous ne voulons pas de la précarité légalisée que voudraient nous imposer la loi El Khomri et le gouvernement Hollande-Valls, parce que, comme tous les jeunes dans ce pays, nous voulons UN VRAI DIPLÔME, UN VRAI TRAVAIL, UN VRAI SALAIRE !

Je suis militante du groupe Jeunesse révolution de l'université de Nanterre. Le week-end prochain, se tiendra à Paris le 1^{er} Congrès de Jeunesse révolution. Mais parce que nous sommes très attachés au mandat, au respect du mandat, je tiens à préciser que les conditions ont fait que je ne suis pas mandatée aujourd'hui par Jeunesse révolution, et que mon intervention ici ne reflète que les discussions que j'ai menées dans mon groupe et avec des dizaines de jeunes sur mon université.

Le 9 mars, nous étions des centaines de milliers dans les rues de toute la France, jeunes et travailleurs tous unis, et tous unis pour exiger le RETRAIT de la loi El Khomri.

Mais force est de constater que, depuis trois mois, cette volonté puissante de millions de travailleurs et de jeunes est confrontée à des obstacles.

Je m'adresse à nos camarades de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Grèce, d'Italie et de Belgique : vous devez savoir que depuis des mois, nous subissons une répression policière sans précédent depuis des années.

A Nanterre, 47 lycéens ont été placés en garde à vue A Rennes, un étudiant a perdu un œil à la suite des tirs de la police.

A Paris, des lycéens du lycée Voltaire, arrêtés au hasard, sont aujourd'hui menacés de lourdes peines de prison...

Et maintenant, le gouvernement Hollande-Valls envoie la police contre les piquets de grève et les syndicalistes !

Et il y a des dizaines d'autres faits accablants du même type.

Dites-le aux jeunes et aux travailleurs dans vos pays respectifs : en France, un gouvernement qui ose se dire de « gauche » nous gazait et nous matraque pour l'unique raison que nous exerçons notre droit de faire grève et de manifester !

La violence, c'est aussi la violence du coup de force du 49-3 avec lequel le gouvernement a fait passer cette loi dans un flagrant déni de démocratie. Cela a indigné tous les jeunes.

Mais la brutalité sans précédent à laquelle nous sommes confrontés n'a pourtant pas épuisé jusqu'à présent la conviction que nous partageons tous, la réforme du code du travail El Khomri ne sert qu'un seul intérêt celui des patrons au détriment des intérêts de la jeunesse. Cette loi n'est ni amendable, ni négociable et elle doit être RETIRÉE !

Alors, comment obtenir le retrait que nous voulons tous ?

Ne nous le cachons pas, aux obstacles dressés par le gouvernement s'ajoute une véritable confusion organisée au sein de la jeunesse.

Il y a quelques jours, des lycéens membres de Jeunesse révolution nous posaient la question : dans quel cortège allons-nous manifester ? Avec les organisations syndicales ? Avec le cortège dit « autonome » en tête de manifestation ? Ces questions, nous nous les posons tous.

Manifester dans le cortège des organisations de jeunes ? Des organisations dont les dirigeants ont, dès le 11 avril, expliqué que le gouvernement était en train de reculer, qu'ils avaient obtenu on ne sait quoi, alors que le mandat de centaines de milliers de jeunes c'est « le retrait, un point c'est tout » ?

Manifester dans le cortège dit « autonome » ? Un cortège dont les animateurs prétendent que la jeunesse pourrait combattre ce gouvernement sans l'unité avec les travailleurs et leurs organisations syndicales ?

Je le répète : le 9 mars, ces questions ne se posaient pas.

Parce que nous étions des centaines de milliers dans la rue, UNIS, jeunes, travailleurs, organisations syndicales, avec un seul mot d'ordre : maintenant, tout de suite, RETRAIT de la loi El Khomri !

C'est ça qui fait peur à Hollande, à Valls. Ils ont peur de l'unité des travailleurs et des jeunes avec les organisations faisant bloc pour le retrait, pour la grève jusqu'au retrait !

Alors, disons le franchement, est-ce que ce n'est pas pour empêcher cette aspiration majoritaire de s'exprimer qu'on a vu, dans mon université à Nanterre, comme dans beaucoup d'universités, certains nous dire : il faut arrêter de faire des assemblées générales, il faut d'autres modes

d'action, par exemple organiser une « NUIT DEBOUT » sur une place de la ville de Nanterre, dont le résultat, c'est que cela n'a pas mobilisé plus d'une trentaine de personnes ?

A Nanterre, avec les étudiants qui discutent avec Jeunesse révolution, nous avons commenté la déclaration du président de la commission Européenne Jean Claude Juncker qui a dit : « *La réforme du droit du travail voulue et imposée par le gouvernement Valls est le minimum de ce qu'il faut faire.* » Ce Monsieur Juncker a dit aussi : « *La France qui aime à se diviser sur tout devrait éviter de le faire sur l'Europe.* »

L'Europe, Monsieur Juncker, ce n'est pas votre prison des peuples qui nous impose la loi El Khomri en France et nous matraque quand on manifeste, L'Europe, Monsieur Juncker, ce n'est pas votre Union européenne policière qui expulse les réfugiés qui fuient vos guerres en Syrie et en Afghanistan.

L'Europe Monsieur Juncker, ce n'est pas votre Union européenne capitaliste qui détruit tous nos droits, en France, en Grèce, en Grande-Bretagne ou en Espagne !

L'Europe, ce n'est pas l'Union européenne ! Et c'est pour ça que nous disons : vive les travailleurs britanniques qui vont voter pour quitter l'Union européenne le 23 juin !

L'Europe, comme nous en avons discuté avec le jeune camarade grec qui m'a précédé à cette tribune, ce sont les initiatives communes que nous allons soumettre au congrès de Jeunesse révolution le week-end prochain pour combattre ensemble, à Paris, à Athènes, à Londres, à Madrid pour dire tous ensemble : À bas vos directives européennes qui nous condamnent à la misère !

Pour dire : OUI à la résistance unie des jeunes, des travailleurs dans tous les pays du continent, contre la barbarie, l'exploitation, la répression, la guerre ! Retrait, retrait de la loi El Khomri !

Dario Granaglia,



**délégué syndical FIOM-CGIL dans la métallurgie,
candidat sur la liste aux élections municipales
« Abrogazione ! » à Turin (Italie)**

Je m'appelle Dario Granaglia, je suis délégué de la FIOM CGIL, la fédération des métallos italiens. Je travaille dans une usine du groupe FCA-ex FIAT.

Je suis candidat sur une liste aux élections municipales à Turin, une liste qui s'appelle « Abrogation ! ». Hier soir, se tenait à Turin un meeting de notre liste, auquel 150 travailleurs, militants, jeunes ont participé.

Depuis que la crise a débuté, et pendant ces six dernières années, le chômage technique n'a cessé d'augmenter, portant mon salaire et celui des autres travailleurs à des niveaux extrêmement bas qui nous obligent à faire de sacrifices énormes.

Quand je ne travaille pas, c'est l'État qui verse un substitut au salaire qui, chez nous, s'appelle « cassa integrazione ». Donc, tous les citoyens italiens paient par leurs impôts la crise du groupe FCA, tandis que la direction de FCA a délocalisé son siège social à l'étranger pour payer moins d'impôts... C'est cela l'UE et la libre circulation des capitaux.

Avec le début de la crise, l'entreprise FIAT avait décidé de quitter la Confindustria, l'association du patronat italien, pour se débarrasser du contrat national et faire un contrat spécifique, uniquement pour la FIAT. Pour faire cela, l'administrateur délégué de FIAT, Marchionni, avait passé un accord

avec la CISL et l'UIL, les deux autres grandes confédérations syndicales italiennes. CISL et UIL faisait alors un référendum parmi les travailleurs qui fut un véritable chantage : si vous n'acceptez pas, la FIAT fermera. Mais même dans ces conditions, et même si le maire de Turin avait fait pression pour faire voter OUI à l'accord, 46 % des travailleurs de la FIAT votaient contre, exprimant une résistance énorme et une puissante volonté de se battre.

Mon syndicat, la FIOM, avait pris position pour le NON, en entraînant toute notre confédération, la CGIL. Cela fut positif, mais dans le même temps, la même FIOM n'avait pas pris position clairement pour le « retrait », ni ensuite pour l'abrogation du plan, en se contentant du résultat du référendum.

Et ainsi à partir du 1^{er} janvier 2012, la FIAT a appliqué un contrat spécifique, en dehors du contrat national.

Avec quel objectif ?

L'administrateur délégué de la FIAT affirmait alors qu'il était nécessaire de disposer d'un instrument plus adapté à la compétition mondiale, pour répondre aux exigences de gouvernance de l'usine pour la compétition internationale.

Mais dans une autre interview, il précisait plus directement les choses : « *Je veux une flexibilité sauvage.* »

C'était la déclaration de guerre totale contre les travailleurs, l'annonce d'une bataille finale pour détruire tout ce qui restait encore après des années et des années d'attaques, de destructions dictées par l'Union européenne.

Toute la population avait alors compris l'enjeu : si le plan passait à la FIAT, un plus tôt un peu plus tard, les mêmes conditions terribles de travail, la fin du contrat national, l'exploitation la plus dure passeraient dans tout le pays. Et c'est pour cela que la population s'est mobilisée à côté de la FIOM, à côté des ouvriers de la FIAT. En octobre 2010, il y a eu une énorme manifestation à Rome contre le plan Marchionne, avec 500 000 travailleurs de tous les secteurs. Mais face à cette force la direction de la FIOM se refusait à dire « retrait », à exiger l'« abrogation », et préférait faire des « contre-propositions » à la direction de la FIAT.

C'est ainsi que le plan est passé et, à partir de là, la porte a été ouverte pour toutes les attaques dans tous les secteurs.

En particulier, le plan Marchionne a ouvert la porte au Job's Act, qui est le nom de la réforme du code du travail en Italie. Réforme qui a supprimé toutes les protections pour les travailleurs, a détruit le statut des travailleurs conquis en 1971 et a introduit la précarité complète.

Mais cela a facilité aussi la destruction du contrat national dans le secteur public, la réforme de l'école qui la privatise, les coupes budgétaires.

Eh oui, parce qu'avec le Job's Act les capitalistes ont obtenu une énorme exonération qui pèse encore plus sur le budget de l'État, lequel, soumis à Maastricht, aux traités de l'Union européenne, doit couper dans les budgets de la santé, les services, privatiser, attaquer les retraites...

Et aujourd'hui, nous sommes dans une situation dans laquelle un nombre énorme de familles ne peut plus se soigner ni soigner leurs enfants, et dans laquelle il est normal d'attendre un an pour une visite médicale urgente, ce qui a fait augmenter le taux de mortalité.

Eh bien, camarades, le plan Marchionne a été applaudi et salué par l'Union européenne, et puis le Job's Act a été dicté directement par l'UE dans une lettre au gouvernement, tout comme la réforme de l'école, la réforme des retraites...

Mais ils n'ont pas terminé leur travail de destruction : l'UE dit aujourd'hui que les réformes ont été bien menées, mais il faut poursuivre. Et pour poursuivre, le gouvernement a approuvé une réforme de la Constitution qui permet d'accélérer tous ces plans.

Alors je suis amené à tirer un bilan : ma condition, c'est la même que celle de dizaines de milliers de

travailleurs. Je suis en « cassa integrazione » depuis sept ans. Où veulent-ils nous emmener ?

Quel futur pour moi, pour ma femme, pour mes enfants ?

Aujourd'hui la direction de mon syndicat, au lieu de se battre pour l'abrogation du Job's Act, du plan Marchionne, des réformes, a proposé de débattre d'une loi pour un « nouveau statut du travailleur salarié », qui implique les travailleurs dans la destruction de leur propre coût du travail parce qu'il les intègre aux capitalistes dans la gestion de l'usine et dans la participation aux profits.

Si on accepte cette orientation, alors on va discuter dans un cadre déjà fixé par l'UE, et alors on va finir par accompagner. Nous sommes dans la CGIL et avec beaucoup de militants et d'ouvriers, nous nous battons pour défendre l'indépendance du syndicat, donc son existence même.

Aujourd'hui, nous avons constitué une liste aux élections municipales à Turin pour mener cette bataille, pour nous regrouper et agir pour l'abrogation de toutes les réformes destructives.

Notre liste s'appelle « Abrogation ». Abrogation, bien sûr, de toutes les lois, mais aussi des traités de l'Union européenne qui sont à leur origine. C'est la condition de toute politique pour les travailleurs, pour nous sauver. Hier soir, nous avons fait un meeting de la liste à Turin avec 150 travailleurs, militants, jeunes et nous avons constitué le Mouvement politique pour l'abrogation.

Dans toute l'Europe, nous avons besoin de construire ce mouvement et dans notre appel, nous l'avons dit clairement : la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE donnerait un nouvel élan à la résistance de peuples et à tous ceux qui veulent se battre pour ouvrir une perspective pour l'écrasante majorité de la population.

Je veux terminer mon intervention avec un message à tous les travailleurs d'Europe, mais en particulier aux travailleurs français qui sont en lutte pour le retrait de la réforme du Code du travail. Il y a quelques jours, le Premier ministre italien Renzi a déclaré qu'après la grande grève du 5 mai 2015 des enseignants il était sur le point de céder et de retirer la réforme. Donc si la mobilisation avait continué, sans que les dirigeants ne fassent de « contre-propositions », si la grève jusqu'au retrait avait eu lieu, on pouvait gagner. Donc on peut gagner.

Je le dis clairement : ils ont peur. Comme pour le Brexit, comme pour la lutte en France, ils savent que si on arrive à gagner une fois, tout sera remis en cause partout et une perspective nouvelle s'ouvrira pour tous les peuples d'Europe.

Vive le Brexit, vive la lutte des travailleurs français jusqu'au retrait !

Pauline Georges,



**cheminote
et syndicaliste**

Camarades,
Lorsque nous avons appris que les camarades cheminots britanniques et allemands prendraient la parole à ce meeting, nous avons lancé une lettre de soutien de cheminots français.

A ce jour, 82 cheminots, certains syndiqués à la CGT ou à FO ou à SUD, d'autres non syndiqués, certains politisés, d'autres non, s'y sont associés pour soutenir le mouvement ouvrier britannique qui combat pour le Brexit, et saluer la venue des camarades cheminots anglais et allemands.

Nous l'avons dit dans notre appel et les camarades l'ont dit avant moi, les cheminots savent le rôle que joue l'Union européenne dans la destruction de leurs droits et dans la destruction du service public ferroviaire.

Nous savons, d'où qu'on soit en Europe, que les politiques menées au compte des directives européennes et autres paquets ferroviaires sont directement responsables, avec tous les gouvernements de droite comme de gauche qui les appliquent, de la dislocation des services publics, des statuts et de l'ensemble de nos garanties collectives.

Il y a deux ans, le gouvernement a mis en place la réforme ferroviaire, réforme qui a pour but d'ouvrir à la concurrence et de casser le service public comme l'exigent les directives européennes. En juin 2014, les cheminots se sont massivement mobilisés pendant une grève de quinze jours. C'était une grève déterminée contre cette réforme, grève qui n'a malheureusement pas permis de l'empêcher de passer. Mais je n'ai pas le temps de développer ici.

Aujourd'hui, deux ans après le passage de la loi, nous subissons la concrétisation de sa mise en œuvre. La Société nationale n'existe plus. Elle est éclatée en trois entreprises distinctes et les conditions de travail se dégradent. Les cheminots voient concrètement que cela vise à la destruction de notre statut.

Et cela se combine avec la loi El Khomri qui, de la même manière, remet en cause le Code du travail et ramène tout ce qui relevait de la loi aux accords d'entreprise, remet en cause notre organisation du temps de travail.

Avant la réforme, les cheminots du public avaient la même organisation du temps de travail régie par un décret appelé chez nous le RH0077. La réforme

prévoit de supprimer ce décret pour le remplacer par un décret beaucoup moins précis, lui-même complété par une convention collective nationale et des accords d'entreprise. Notre réglementation ne sera donc plus la même pour l'ensemble des cheminots du service public mais « négociée » entreprise par entreprise, détruisant ainsi ce qui unifiait encore les cheminots de la Société nationale des chemins de fer français...

Depuis des mois, les cheminots l'ont montré par la grève, ils sont déterminés à se battre pour le maintien de leurs acquis, et d'autres grèves sont encore à prévoir. Mais nous sommes confrontés à un problème. Certaines organisations syndicales, parmi lesquelles celle à laquelle j'appartiens, se prononcent pour l'abrogation, d'autres ont d'autres formulations. Mais s'agissant de ces dernières, il y a en leur sein des militants qui se prononcent pour l'abrogation. Aujourd'hui, poser la question de l'abrogation de la réforme ferroviaire, c'est poser la question du retour au service public et donc au statut pour tous les cheminots.

Et quelle forme concrète cela prend-il aujourd'hui ? La revendication qui s'impose est la retranscription de l'intégralité du RH0077 dans le décret socle pour les cheminots du public comme du privé, premier pas vers le retour au monopole public.

Mais cela n'est pas si simple, de la même manière que certaines organisations syndicales étaient pour la réforme et d'autre contre, certaines sont pour la transposition du RH0077 dans le décret, d'autre dans la CCN, d'autres au niveau des accords d'entreprise et d'autres pour une CCN de haut niveau.

Ce n'est pas simple non plus au niveau des modalités de grève puisque nous avons certaines organisations qui ont appelé à reconduire à partir du 18 mai, d'autres à faire grève deux jours par semaine pendant plusieurs semaines, et d'autres à reconduire à partir du 31 mai... A l'heure où je vous parle, toutes les organisations syndicales appellent à la grève reconductible à partir du 31 mai. Mais là encore, les mots d'ordre avancés sont différents. Cela crée une situation complexe chez les cheminots. Mais on sent une profonde volonté de combattre. Ce qui entraîne une intense discussion dans les nombreuses assemblées générales de cheminots : le débat est intense sur les mots d'ordre et sur les modalités, mais on le voit dans certains endroits, comme par exemple à Paris est, l'unité

pour aller à la grève se fait sur un seul mot d'ordre « le décret doit être le RH0077 ».

Cela donne une indication très précise sur la façon concrète dont est mise à l'ordre du jour la renationalisation et donc la rupture avec l'Union européenne. Ce qui se cherche chez les cheminots, c'est la manière pratique d'aller vers la renationalisation. Bien sûr, nous sommes confrontés à des obstacles et on n'y arrivera pas d'un coup. Mais il y a quelque chose qui se cherche. Notre

groupement de cheminots s'inscrit dans cette recherche sur le terrain de la lutte de classe.

A la différence de ceux qui nous disent qu'on ne peut pas faire autrement, à la différence de ceux qui nous disent qu'il faut accompagner les réformes et que l'ouverture à la concurrence est inévitable, les cheminots répondent : renationalisation, retour au statut, retour au monopole public.

C'est là le mouvement concret qui demain abolira l'Union européenne.

Klaus Schüller,



**syndicaliste cheminot
dans le Land de Thuringe,
membre du bureau national
de la commission ouvrière du SPD
(Allemagne)**

Cher(e)s camarades et
ami(e)s,

Je vous remercie de tout cœur pour votre invitation ; c'est pour moi un honneur d'être aujourd'hui parmi vous. L'Europe est pour nous tous un bourreau chargé d'assassiner les droits ouvriers, les services publics et les acquis sociaux.

Avec une brutalité inouïe, le capital, et dans ce cas particulier le capital allemand, tente d'imposer à tous les pays de l'UE sa feuille de route, c'est-à-dire la destruction impitoyable des conventions collectives nationales, le recours massif au travail précaire et à l'intérim, la destruction des systèmes sociaux de retraite et de santé.

Chers camarades, ces gens n'ont aucun respect, aucune considération pour nous qui créons les richesses. Nous n'accepterons pas que leur doctrine empoisonne les travailleurs d'Europe, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes ici aujourd'hui.

Prenons l'exemple des chemins de fer : le 4^e paquet ferroviaire démontre que c'est bien à travers ces mesures coordonnées par la Commission européenne et le Parlement européen que les coups les plus sévères sont portés actuellement contre les chemins de fer d'État dans toute l'Europe. Il s'agit pour eux de » libéraliser les marchés » et de relancer la concurrence par des appels d'offres dans toute l'Europe.

Le « pilier technique » de ce paquet ferroviaire prévoit l'abaissement des normes nationales dans l'intérêt des constructeurs et des entreprises privées du chemin de fer, qui pourront ainsi offrir leurs services dans toute l'Europe sans tenir compte des frontières.

De fait, ils ont décidé la mise à mort des entreprises de chemins de fer d'État par le biais des appels d'offres des entreprises publiques et de la séparation accrue de la circulation et du réseau, qui ne signifie rien d'autre qu'une privatisation qui amènera, comme ce fut le cas en son temps en Angleterre, à un désastre en matière de transports.

C'est évident : les cheminots de toute l'Europe doivent mener un combat décidé en commun pour la défense et la reconquête de nos sociétés nationales du rail, avec toutes les garanties légales et sociales correspondantes, et c'est ce combat que nous allons mener ensemble.

De plus, cette voie de la privatisation mène irrémédiablement à une totale déréglementation du rail, semblable à ce que nous voyons déjà dans les aéroports, et pas seulement pour les services au sol. À travers les directives de l'UE exigeant que les services au sol fassent l'objet d'appels d'offres au privé, ce sont toutes les entreprises aéroportuaires qui devraient être détruites par les privatisations et les externalisations. Cela suppose de détruire aussi les conventions collectives autrefois unitaires du personnel aéroportuaire

Je suis membre de la direction nationale de l'AFA, la commission ouvrière du SPD. Notre conférence nationale d'avril a décidé de lancer une campagne contre le travail précaire et pour la réintégration dans la convention collective de tous ceux qui ne sont pas ou plus couverts par elle. C'est une bataille indispensable, car on voit se développer partout, y compris dans ce qui était auparavant des services publics, des millions de petits boulots sous-payés et d'emplois précaires.

Déjà, en Allemagne, il y a 8,1 millions de travailleurs sous-payés, gagnant moins de 9,30 € de l'heure. Environ 39 % des salariés sont en situation précaire, à temps partiel, en intérim ou dans des petits boulots. Et de l'autre côté, les 10 % les plus riches ont une fortune de 8 milliards d'euros. Quel scandale, quand on sait qu'en Allemagne plus de 2 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Maintenant, comme ce fut le cas dans l'accord entre Tusk et Cameron, ils veulent aller à marche forcée vers un développement accru des bas salaires, du travail précaire, de la pauvreté. Nahles, la ministre allemande du Travail, veut, comme Cameron, rendre plus difficile aux étrangers l'accès aux prestations sociales. Elle entend utiliser la misère des réfugiés pour forcer des centaines de milliers d'entre eux à prendre des petits boulots, les dressant ainsi contre les Allemands chômeurs ou pauvres. Alors, il nous faut unir nos forces à l'échelle européenne pour la défense et la reconquête de nos

Marie-Luce Mouly,



**ex-secrétaire départementale
du Parti de gauche en Eure-et-Loir,
signataire de « L'Appel des 147 »**

Chers camarades
On m'a demandé de passer
un message d'abord.

Un appel vous a été distribué. Il s'agit d'un appel de militants de toutes tendances dont je suis signataire. Il s'agit d'une proposition de conférence ouvrière nationale pour la rupture avec la V^e République, avec l'Union européenne, et pour une Assemblée constituante souveraine.

J'appelle à le signer, à le faire signer, et je voudrais en quelques mots vous exposer les raisons personnelles qui m'ont amenée à en être signataire. Pendant toute ma vie active, commencée en mai 1968 à Paris, j'ai milité syndicalement au service de la défense des intérêts de la classe ouvrière dans le secteur des banques et des assurances. Retraitée depuis 2007, j'ai pu suivre avec une attention extrême l'Europe et ses décisions destructrices qui impactaient principalement les populations de l'Europe du Sud, appelées avec condescendance et mépris les PIGS (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne). Ceci bien sûr en vue de diviser les peuples européens en les opposant.

Mais ces restrictions aussi allaient à la France et aux autres pays européens, impactés également, de façon rampante, mais sans discontinuer.

conventions collectives, du principe : une entreprise, un syndicat, une convention collective, et de notre droit constitutionnel de grève.

Repoussons toute forme de division, qu'elle vienne du patron ou du gouvernement. C'est sur cette base que nous pourrions défendre et reconquérir le CDI contre le diktat de l'UE de baisse permanente du coût du travail.

Nous sommes aussi solidaires de votre combat contre la destruction du Code du travail français. J'ai soutenu l'appel des camarades du syndicat britannique des transports se prononçant pour le vote NON au référendum, et pour la sortie de l'UE. C'est aussi la meilleure façon de préparer la Conférence mondiale de Mumbai du 18 au 20 novembre contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire. Tous ensemble dans un même combat ! Merci.

A ce titre je suis évidemment attentive et solidaire du puissant mouvement en France pour le retrait de la loi El Khomri, dénommée Loi travail (plutôt loi esclavage) qui menace cent cinquante ans de conquêtes sociales et ouvre la voie au démantèlement de tout l'édifice social pas à pas et rapidement. Après la mise à mal du privé, ce sera le tour du public (le rapport sur le temps de travail dans la fonction publique vient d'être publié) précédant, bien entendu, les « réformes » soi-disant nécessaires... Demain, la Sécurité sociale – quoique, bien sûr, cela a déjà commencé – à l'exemple de l'Angleterre représentée dans le film de Ken Loach.

Au-delà du mouvement en cours, se pose évidemment un problème : quelle issue politique ?

Pour ma part, je me suis inscrite au PG en 2011, car il se présentait comme un parti de combat avec une stratégie et des échéances. Il y avait alors un cadre démocratique de discussion qui nous a fait aborder avec enthousiasme les présidentielles avec le Front de Gauche.

Mais, dès les législatives suivantes, nous avons passé notre temps en campagnes électorales, en négociations entre partis du Front de Gauche, la question du vote utile par rapport au FN étant finalement prioritaire à tous les autres sujets qui avaient été à l'origine de mon adhésion au PG.

Aux dernières municipales, étant cosecrétaire du Parti de gauche d'Eure-et-Loir, j'ai encore accepté, par discipline de parti, de mener campagne en me présentant dans le cadre du Front de Gauche.

Mais quand il a fallu décider, au niveau de la région Centre, de la position à prendre pour les régionales, les militants du 28 et de la région réunis ont refusé, par une grande majorité, de s'allier avec le PCF, car inévitablement cela aurait entraîné au second tour un appel au vote pour le PS, ce qui était contraire à notre mandat et à tous nos arguments de militantisme.

Jean-Luc Mélenchon a beau prétendre qu'il n'a pas participé aux accords avec le PS, c'est bien lui qui a annoncé son vote personnel pour la liste de Claude Bartolone ! Liste dans laquelle a figuré la présence de Coquerel, secrétaire national, à l'encontre du vote majoritaire contre des représentants départementaux d'Ile-de-France.

Et quand, début 2016, la direction du PG a refusé d'inscrire au Conseil national la révocation du secrétaire national que nous présentions, ainsi que la motion qui justement parlait de la question récurrente du PS, les militants qui avaient été initiateurs de ces deux motions ont été suspendus, puis exclus. D'autres, comme nous, en Eure-et-Loir, avons décidé de démissionner ensemble de nos fonctions et du PG et, faute de remplaçants, de laisser vides les instances départementales du PG. Je suis actuellement non encartée.

Que deviennent tous ces militants ?

Mélenchon est un tribun, mais, même s'il parle de VI^e République, sa candidature à la présidentielle est exemplaire de la V^e République.

Et pour être élu, malgré les idées que je pense sincères portées au départ, le candidat a dû faire tellement d'alliances au plus petit commun

dénominateur à la recherche d'électeurs qu'une fois élu les beaux projets de départ n'existent plus et qu'ils deviennent même opposés à ceux-là même qui les ont fait élire !

Je suis donc amenée à considérer que la prise du pouvoir pour un réel changement ne se fera pas par les urnes. Pour que cette prise de pouvoir puisse déboucher sur autre chose que la misère que les gouvernants nous réservent, il faudrait une révolution initiée et gagnée par la classe ouvrière pour nous libérer du carcan de ces institutions.

Valls et Hollande ne décident de rien, ils ne sont que des laquais de la Commission européenne, qui déjà, en juillet 2015 quand elle imposait le paiement de la dette à la Grèce, projetait dans le même temps d'exiger de la France une réforme de la législation du travail. Tout l'arsenal législatif est mis en place pour faire passer cette loi, d'où le 49.3.

Mais même si on parvenait, par la pression de la mobilisation, au retrait de la loi El Khomri... ou au changement de Premier ministre, un autre ministre identique et d'autres dispositions ayant le même objectif de réduire les ouvriers à l'esclavage nous seront à nouveau imposés sans relâche jusqu'au bout.

Je pense que c'est la question du pouvoir qu'il faut se poser et de la rupture avec la V^e République et l'Union européenne comme préalable. On ne peut laisser notre vie entre les mains de ceux qui ont le pouvoir et l'argent. C'est ce qui m'a amenée à signer cet appel pour organiser la plus large discussion qui est en prise directe avec la réalité des problèmes du peuple. Aujourd'hui, c'est le moment où toutes les générations militantes doivent se retrouver pour ouvrir un avenir digne d'être vécu aux jeunes générations.



Roberto Giarrocco,



**militant syndical,
membre du Comité unité
Eenheidscomité
(Belgique)**

Bonjour,

En Belgique, cela fait un mois que le personnel des prisons est en grève. C'est une très longue grève qui dure encore. Il y a déjà eu deux projets d'accord qui ont été soumis à la base et qui ont été rejetés. Il y a un troisième projet d'accord qui a été négocié la semaine qui vient de s'écouler et vraisemblablement, selon les paroles du responsable syndical, à nouveau le projet sera rejeté. Alors, on peut dire que c'est une grève exemplaire. Pourquoi ? Parce que cela fait un mois que les travailleurs dans les prisons, massivement syndiqués, sont confrontés à un aspect de la politique européenne qui se traduit par des objectifs budgétaires qui se traduisent concrètement par une diminution du personnel dans les prisons alors que les prisons sont vétustes, avec une délinquance qui change de forme et donc des conditions de travail très, très difficiles, et on voit que les dirigeants syndicaux sont réellement débordés par la base.

Un autre aspect, c'est que la grève dure longtemps parce que les travailleurs sont partis en grève en espérant que les autres secteurs allaient faire grève aussi pour faire tomber le gouvernement.

Alors, ce mardi qui vient de se passer, il y a eu une grande manifestation à Bruxelles, une manifestation nationale appelée par tous les syndicats, qui a réuni 80 000 travailleurs. L'objectif était de protester contre le projet du gouvernement d'annualiser le temps de travail, de généraliser les accords ou les heures supplémentaires ne sont plus payées mais elles doivent être « prestées »¹ avec des semaines de travail qui peuvent aller jusqu'à 50 heures. La question qui se posait, dans l'esprit de tous les manifestants, de tous les travailleurs, c'est comment est-ce qu'on pouvait passer de la grève des prisons à la grève générale contre le gouvernement pour empêcher le vote de cette loi d'annualisation du temps de travail qu'on a vite appelée la « loi travail », pour faire le parallèle avec la situation en France ?

Alors, il y a eu deux réponses à cette question. La première réponse est venue des cheminots, qui sont partis en grève illimitée le lendemain de la manifestation, et il y a eu un congrès de la centrale

des services publics wallonne de la FGTB qui s'est prononcé – les mots comptent – mais la base ressent cela quand même comme étant un appel à la grève illimitée à partir de mardi. Les mots ne sont pas exactement comme cela. Le tract qui appelle dit : « *Tous les affiliés sont appelés à faire grève le mardi 31 et à poursuivre le mouvement jusqu'à la chute du gouvernement.* » Cela aurait été bien si l'on avait dit clairement qu'on appelait à poursuivre la grève. Cela va donc être l'enjeu des prochaines heures : qui va se mettre en grève le mercredi, le lendemain du 31 ? Et donc, nous sommes à la veille de batailles vraiment phénoménales où il y a la grève des prisons qui continue, il y a la grève des cheminots. On est vraiment à la veille d'une situation exceptionnelle.

Au niveau de notre comité unité, nous avons organisé une réunion pour faire la promotion du meeting d'aujourd'hui. C'est une réunion qui a eu du succès. Elle s'est transformée un peu en réunion contradictoire parce qu'il y a des militants qui sont venus pour écouter nos arguments. Il y avait des arguments contre le Brexit. Il y en avait un qui mérite un peu une discussion : c'est de faire une fausse comparaison entre l'Union européenne et une entreprise. Un participant disait : « *Vous dites que vous êtes pour sortir de l'Union européenne. C'est un peu comme si, au milieu d'une grève, vous dites qu'il faut tous quitter l'entreprise alors que le but des délégués syndicaux, c'est de négocier à l'intérieur de l'entreprise.* » Je pense que, comme souvent, comparaison n'est pas raison. L'Union européenne n'est pas notre entreprise. L'Union européenne est extérieure à nos entreprises. C'est un corps étranger. Je dirai que le vote du 23 juin, c'est un vote pour quitter l'Union européenne, mais peut-être qu'il serait plus exact de dire que c'est un vote pour expulser l'Union européenne.

J'avais prévu un petit mot pour dire que, évidemment, si le Brexit l'emporte, ce sera un exemple pour nous tous, des autres pays européens, à aussi, à notre tour, expulser l'Union européenne.

¹ Presté : en Belgique, fournir un service, une prestation.

Alex Gordon,



**ancien président du syndicat
des cheminots et des marins
de Grande-Bretagne (RMT),
au nom de la campagne Lexit**

Chers camarades,
Je m'appelle Alex
Gordon.

Je parle en tant que
responsable à la liaison

avec les syndicalistes pour la campagne Lexit – la
campagne de la gauche pour sortir de l'Union
européenne – dont je vous apporte le salut.

Je suis ici avec vous aujourd'hui car nous sommes à
un moment critique pour la classe ouvrière : en
Grande-Bretagne ainsi qu'à l'échelle internationale,
et en particulier ici, en France, où vous combattez la
loi El Khomri. C'est le dernier exemple en date de la
résistance contre la dictature financière de la
Commission européenne. Pays après pays, les
institutions de l'UE s'attaquent aux droits ouvriers
ainsi qu'aux acquis sociaux conquis par les
générations ouvrières précédentes.

Solidarité avec la résistance des travailleurs français
contre les attaques de l'UE !

En Grande-Bretagne, il nous faut organiser le
combat d'opposition à l'Union européenne des
communistes, de l'extrême gauche, aux côtés des
syndicalistes et des associations représentant des
travailleurs de l'Inde, du Bangladesh, de la Turquie
et des jeunes réfugiés en provenance de Grèce et
d'Europe de l'Est, car nos ennemis de classe
s'unissent pour nous appeler à rester dans l'UE.

Les représentants de Goldman Sachs et toutes les
banques mondiales basées dans le City de Londres,
le directeur général du FMI, Mme Lagarde, le
président Obama et les dirigeants des principaux
pouvoirs impérialistes du monde, de l'Europe et du
Canada, le secrétaire général de l'OTAN et le
gouverneur de la Banque d'Angleterre sont tous unis
pour menacer les électeurs en affirmant que le vote
« Quitter l'UE » amènerait la guerre, une récession
économique et une vie de misère. L'ironie c'est qu'il
s'agit là précisément des résultats de leur politique.

Je ne serais pas étonné que dans les prochaines
semaines Mère Teresa soit exhumée afin d'ajouter
son appel à la dernière minute pour l'UE en tant que
fondement de la foi, de l'espérance et de la charité
chrétienne.

Et, ce qui est honteux, c'est qu'en Grande-Bretagne
(exactement comme en France lors de votre
référendum sur la Constitution européenne en
2005) les dirigeants socialistes et syndicaux dans

leur grande majorité ont rejoint cette campagne de
tromperie en disant aux syndicalistes et aux
travailleurs que nos intérêts se trouvent dans le vote
« Rester dans l'UE ».

Seule une minorité de syndicats petits et courageux
(dirigé par les syndicats des cheminots, RMT et
ASLEF, et le syndicat des boulangers, et un très petit
nombre de députés socialistes ont expliqué le rôle
de la politique et des institutions de l'UE en Grande-
Bretagne, en France, et en Europe, qui attaquent les
droits sociaux dans l'intérêt du capitalisme financier
mondial.

Lexit – la Campagne de la gauche pour « Quitter
l'UE » – lance un appel aux travailleurs en Grande-
Bretagne à voter pour quitter l'Union européenne
lors du référendum le 23 juin pour deux raisons
principales.

Tout d'abord, un vote pour quitter l'UE est un acte
internationaliste de solidarité avec les peuples
opprimés et les travailleurs non seulement en
Europe, mais à travers le monde. L'UE constitue une
entité impérialiste, une partie essentielle de l'axe
OTAN-FMI-UE. Un coup contre l'UE affaiblit
l'impérialisme. Voilà pourquoi les impérialistes sous
toutes leurs formes sont unis pour appeler à un vote
« Rester ».

Deuxièmement, un vote pour « Quitter l'UE » est la
méthode la plus rapide pour se débarrasser du
gouvernement d'austérité de David Cameron. Le
parti conservateur qui gouverne la Grande-Bretagne
est profondément et irrévocablement divisé. Il s'agit
du conflit tactique entre ses diverses fractions au
sujet de l'opportunité de servir comme partenaire à
l'Allemagne dans l'UE ou de continuer comme pôle
du capitalisme financier mondial alternatif en
dehors de l'UE.

Un vote pour quitter l'UE contraindra probablement
le Premier ministre du parti conservateur à
démissionner et provoquera une élection générale
par laquelle les électeurs auront la possibilité d'élire
un gouvernement engagé à s'opposer à l'austérité.

Donc notre campagne Lexit se fixe une tâche
particulière dans les quelques semaines avant le
référendum du 23 juin. Celle de faire exploser les
mythes et mensonges sur « l'Europe sociale » des
institutions européennes telles que la CES et les
médias d'entreprise, et qui sont cyniquement
répétées par les mêmes dirigeants syndicaux qui ont

échoué à mener des mobilisations contre les attaques du gouvernement britannique sur les droits syndicaux et les salaires et conditions collectives des travailleurs pendant les cinq dernières années.

Un rapport récent des TUC, notre Confédération syndicale britannique, affirme que le vote « Quitter l'UE » ramènerait les droits des femmes des décennies en arrière.

Mais c'est le Pacte de stabilité et croissance de l'UE qui, en visant à garantir que les pays de l'UE poursuivent des programmes d'austérité, est à l'origine des plus grandes attaques sur l'égalité entre les hommes et les femmes depuis une génération.

Le secrétaire général des TUC a affirmé que seule l'UE peut défendre les droits des travailleurs, les salaires, les retraites, les congés et y compris la protection contre la discrimination en cas de grossesse.

Mais la vérité, c'est que les acquis pour les femmes, l'égalité des salaires et l'égalité des droits ont été conquis par la lutte des syndicalistes et des militants de l'égalité.

J'aimerais qu'on nous explique comment l'UE a fait avancer l'égalité des femmes en Grèce, au Portugal, en Roumanie ou en Bulgarie.

En réalité, la lutte pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes remonte à plus d'un siècle.

Dès 1888 les TUC ont lancé cette campagne.

Le Parti travailliste britannique a inscrit le droit à un salaire égal pour un travail égal pour tous les salariés dans son manifeste en 1964. Le gouvernement travailliste a introduit la loi sur l'égalité salariale en 1970, cinq ans avant que la Grande-Bretagne rejoigne la Communauté économique européenne.

Cette loi est le produit du combat du mouvement ouvrier britannique, y compris la fameuse grève à l'usine Ford à Dagenham en 1968. C'est le produit du combat de la campagne d'action nationale pour l'égalité des droits des femmes qui a abouti à une manifestation massive en 1969. Les partisans de l'UE ne disent rien de tout cela. Ils citent le traité de Rome de 1957 qui énonce le principe : salaire égal pour travail égal dans son article 119, devenu article 141 du traité d'Amsterdam.

Cependant, cela a été inclus en grande partie comme une concession à la classe ouvrière française, qui avait déjà obtenu une loi sur l'égalité des salaires et qui craignait un désavantage.

Nous devons remercier les ouvriers français et leur lutte de classe pour les lois européennes sur l'égalité salariale, et non pas des institutions européennes.

En fait, l'UE favorise l'inégalité salariale soixante ans après le Traité de Rome.

Les forces conservatrices et religieuses et l'extrême droite mettent en question la notion même des

droits, notamment des droits au libre choix de la maternité. La crise économique et l'austérité servent d'excuse pour démanteler l'égalité entre les sexes. En Slovaquie, par exemple, les femmes auparavant avaient 100 % de leur salaire pendant le congé de maternité, maintenant c'est considérablement réduit.

Quand certains dirigeants syndicaux disent que l'UE, qui impose l'austérité à des millions de personnes en Irlande et en Grèce et organise le chômage, les bas salaires, l'insécurité, les privatisations et le TTIP, pourrait promouvoir l'égalité croissante, c'est tout à fait absurde.

Nous n'avons pas de leçons sur l'égalité ou les droits ouvriers à recevoir des institutions de l'UE qui attaquent les droits des travailleurs en France, qui imposent la suppression des conventions collective comme prix du renflouement des banques en Grèce, au Portugal et en Irlande et qui continuent à attaquer les syndicats pays après pays, afin de défendre les intérêts des banques et des grandes entreprises.

Jusqu'à ces derniers jours, les médias britanniques ont presque entièrement refusé de parler des luttes sociales massives qui ont lieu aujourd'hui en France par les ouvriers des transports, les cheminots, les ouvriers des raffineries, les jeunes et les chômeurs. Ils ne veulent pas que les électeurs de Grande-Bretagne voient que « l'Europe sociale » n'est qu'une illusion .

Mais la classe ouvrière britannique est tout à fait capable de voir que « l'Europe sociale » est une créature mythique comme une licorne.

Une victoire de la classe ouvrière française contre le gouvernement de Hollande-Valls en rejetant la loi El Khomri sera un signal aux électeurs en Grande-Bretagne le 23 juin, pour dire que les travailleurs ne peuvent protéger leurs intérêts qu'en rejetant l'UE.

Une victoire de la classe ouvrière française et de son mouvement syndical sera le meilleur exemple que vous puissiez donner aux électeurs en Grande-Bretagne le 23 juin.

Un vote pour quitter l'UE en Grande-Bretagne le 23 juin déclencherà une crise politique de l'Union européenne qui renforcera les travailleurs français et affaiblira les élites dirigeantes qui attaquent les droits des travailleurs de votre pays et du nôtre. Le conflit est maintenant ouvert.

Il est donc d'autant plus important que ceux qui, à gauche, répandent les illusions à propos de l'UE soient tenus de rendre compte.

Les droits ouvriers et l'égalité sont notre lutte commune.

L'UE est notre ennemi commun.

Solidarité !

Daniel Gluckstein,



secrétaire national du Parti ouvrier
indépendant démocratique (POID)

Camarades,
A tous ceux qui prétendent que le combat pour le vote non à l'UE en Grande-Bretagne relève du nationalisme étroit, je

dois dire que c'est bien la première fois que, participant à un meeting à Paris, la parole m'est donnée en allemand par un président de séance pour apporter le soutien aux camarades britanniques. Ça porte un nom : c'est l'internationalisme ouvrier.

En notre nom à tous, je voudrais remercier l'ensemble des camarades qui sont venus participer à ce meeting internationaliste, tous ceux qui ont parlé avant moi. Et si vous me permettez un clin d'œil avant d'entrer dans le vif du sujet : après avoir entendu l'intervention du camarade Roberto Giarocco de Belgique, il m'est revenu cette phrase de Jules César qui écrivait, dans *La Guerre des Gaules*, que, « *de tous les Gaulois, les Belges sont les plus courageux* ».

Eh bien, camarades, si les camarades belges parviennent, même avec des appels « *pas tout à fait satisfaisants* », à faire chuter leur gouvernement, ça nous aidera quelque peu de ce côté-ci de la frontière à régler son compte au nôtre.

Camarades, ce meeting se tient le 28 mai 2016. Il y a exactement cent quarante-cinq ans, le 28 mai 1871, tombait, à quelques centaines de mètres d'ici, la dernière barricade de la Commune de Paris. C'était la fin de la Commune, l'écrasement du premier gouvernement ouvrier que l'histoire ait jamais connu – cent mille morts, assassinés, des femmes, des enfants, des combattants, des ouvriers, et des milliers de déportés.

Le 28 mai 1871, déjà, deux Europes se faisaient face. D'un côté, la Sainte Alliance des têtes couronnées – d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, de Russie –, alliées à la bourgeoisie française. La Sainte Alliance de l'infâme réaction versaillaise, qui, durant cent jours, avait tremblé devant l'exemple de la Commune de Paris, et qui pouvait enfin pousser un cri de soulagement à l'annonce de son écrasement.

De l'autre côté, les travailleurs qui, dans toute l'Europe, ont apporté leur soutien aux Communards, ont fait voter des motions dans leurs organisations, ont manifesté, et les ont ensuite accueillis et soutenus lorsqu'ils ont été contraints à l'exil.

Camarades, aujourd'hui, comme en 1871, il n'y a pas « une Europe ». Il y a deux Europes qui se font face. Celle qui se range (comme l'ont dit les camarades avant moi) derrière le gouvernement Cameron, derrière la City de Londres, derrière les capitalistes du monde entier, derrière le G7 – ce sommet des chefs d'État des sept pays les plus puissants du monde qui, pas plus tard qu'hier, a adopté une motion pour faire connaître son inquiétude sur les conséquences qu'aurait un vote favorable au Brexit, inquiétude dont le porte-parole a été ... devinez qui ? François Hollande. Non pas parce que la France est, des sept pays du G7, le plus puissant (il s'en faut de beaucoup), mais c'est sans doute celui dont le gouvernement tremble le plus. C'est celui qui est le plus inquiet des conséquences possibles de ce Brexit, combinées aux développements dans notre propre pays.

Camarades, la classe ouvrière française a gardé le souvenir de ce qu'en 1871 les ouvriers anglais, usine par usine, se sont cotisés pour venir en aide aux victimes de la Commune. Ils ont souvenir de ces réunions usine par usine, semi-clandestines, par lesquelles le mouvement ouvrier allemand s'est porté au secours de la Commune.

Aujourd'hui, c'est dans cette continuité que s'inscrit le mouvement commun des travailleurs de France, de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Allemagne, de toute l'Europe, car c'est un même mouvement pour mettre à bas la Sainte-Alliance anti-ouvrière, héritière de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de 1871. Pour mettre à bas la Sainte-Alliance de la réaction, celle-là même qui prétend chasser, précipiter vers la mort par dizaines et centaines de milliers nos frères venus de Syrie, d'Afghanistan, d'Afrique, chassés par *leurs* guerres, et rechassés à nouveau par *leurs* barrières, *leurs* frontières, *leur* Union européenne.

Camarades, si le gouvernement français est l'un des plus acharnés à souhaiter l'échec du Brexit, c'est parce que ce gouvernement, en ce 145^e anniversaire, mérite qu'on le désigne par son nom : le gouvernement Hollande-Valls, c'est Versailles, c'est l'infâme réaction.

C'est le gouvernement qui prétend atomiser et détruire physiquement la classe ouvrière, passer des droits collectifs à ce qu'on appelait naguère – précisément : avant la Commune de Paris – le « contrat individuel de louage de service », celui par lequel chaque ouvrier, et parfois chaque enfant,

était tenu de vendre sa force de travail sans droits, sans garanties, aux conditions fixées par le patron. Un siècle et demi de lutte de classe a substitué à ce système de semi-esclavagisme les droits collectifs – ceux-là mêmes que la loi El Khomri prétend détruire en application des directives de l'Union européenne. Nous entrons dans quelques jours dans le quatrième mois de la bataille engagée pour le retrait de la réforme El Khomri. Il s'est passé beaucoup de choses dans ces trois mois. On entend beaucoup de choses. Alors revenons à ce qui est le plus simple.

Durant ces trois mois, combien de millions de fois, de dizaines, de centaines de millions de fois, le mot d'ordre « *Retrait de la réforme El Kohmri* » a-t-il été crié ? Dans combien de manifestations ? Et dans chacune d'entre elles, par combien de dizaines de milliers, de centaines de milliers de manifestants ? Combien de fois, le 9 mars, le 17 mars, le 24 mars, le 31 mars, le 9 avril, le 28 avril, le 12 mai, le 28 mai, combien de fois les travailleurs ont-ils dit : un seul mandat, retrait ? Combien de fois encore dans les jours qui viennent ?

Contre ce mandat, le gouvernement a envoyé la police briser les piquets de grève, blesser sauvagement des centaines de jeunes, fait condamner des militants syndicaux.

Et aujourd'hui, camarades, ce gouvernement de matraqueurs, ce gouvernement de la répression, ce gouvernement de « *Valls-la-matraque* », d'un seul coup, envisage l'hypothèse de... l'éventualité de la possibilité de réfléchir au fait que – peut-être – il serait éventuellement discutable de retoucher trois ou quatre mots de l'article 2 de la réforme El Kohmri. Et certains sont prêts à crier : « Victoire ! » Faudrait-il dire : « Merci, Monseigneur, de votre générosité. »

De qui se moque-t-on, camarades ?

Indépendamment du fait de savoir s'ils « retoucheront » ou non, indépendamment de savoir ce que pourrait être l'ampleur de la retouche, ou de la « reprise », faut-il rappeler, camarades, que la loi EL Kohmri, ce n'est pas « un article », ce sont 54 articles. Faut-il rappeler que « l'individualisation des droits » n'est pas dans « un article », mais dans chacun des 54 articles.

Faut-il rappeler l'article qui prévoit la réécriture totale du Code du travail dans les deux ans qui viennent ? Faut-il rappeler l'article qui instaure et généralise le CPA ? On va « retoucher » l'article 2... Et on va donc maintenir la primauté de l'accord d'entreprise dans tous les autres articles de la loi ? Retoucher l'article 2 ... et généraliser le compte personnel d'activité contre les droits collectifs ? Retoucher l'article 2 ... mais réécrire le Code du travail ? Retoucher l'article 2 et faciliter les

licenciements ? Retoucher l'article 2 et remettre en cause la médecine du travail ? De qui se moque-t-on, camarades ?

Et il faudrait crier victoire ? Alors, camarades il vaut mieux parler clairement. Dans les dernières manifestations, les travailleurs n'ont pas crié seulement : retrait ! Ils n'ont pas crié seulement : grève jusqu'au retrait ! Il y a un mot d'ordre qui a surgi, et qui est celui de la grève générale. Et c'est bien la question qui est posée, celle de la grève générale. C'est-à-dire de la grève interprofessionnelle, s'organisant pour aller jusqu'au retrait.

Oui, ce gouvernement concentre aujourd'hui contre lui la haine légitime suscitée par sa politique anti-ouvrière, par ses discours antisyndicaux, par sa dénonciation des jeunes, par son cynisme.

Alors, camarades, qu'on ne nous fasse pas de chantage ; qu'on ne nous dise pas : attention à ce qui pourrait déstabiliser ce gouvernement. Si ce gouvernement veut se sauver lui-même, il ferait mieux de dissocier son sort de la loi El Kohmri. Car s'il ne le fait pas, c'est lui, et lui seul, qui portera la responsabilité de sa propre chute, entraînée par le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qui imposera le retrait de la loi.

Camarades, il y a eu dans les derniers jours sur les chaînes de télé, dans des vidéos qui ont circulé, une espèce de mise en scène. Chacun faisait mine de s'étonner que Valls, en 2016, dise exactement le contraire de ce qu'il disait en 2010 contre le gouvernement de droite.

Camarades, les travailleurs ne s'étonnent pas. Parce que cette comédie nous est jouée de manière continue depuis trente ans. Depuis trente ans, l'opposition « s'oppose », jusqu'au moment où elle gouverne. Quand elle gouverne, l'ancien gouvernement ... s'oppose. Mais comme ils appliquent la même politique, comme ils appliquent les mêmes directives de l'Union européenne, les arguments de ceux qui gouvernent sont toujours les mêmes, et les arguments de ceux qui s'opposent sont toujours les mêmes.

La dernière fois, c'étaient les retraites. Une réforme dictée par l'Union européenne. Sarkozy expliquait que pour les besoins de la « compétitivité du pays », du « redémarrage des entreprises », de la « lutte contre le chômage », il était impératif de remettre en cause les régimes de retraite. Et bien sûr, comme il avait du mal, il utilisait l'article 49-3 de la Constitution. Et l'opposition – de gauche – disait : quand même, cet article 49-3, c'est scandaleux, il faudrait « plus de concertation » pour une réforme « mieux discutée collectivement » sur les retraites.

Et aujourd'hui, c'est la destruction du Code du travail, dictée par l'Union européenne, et la droite dit : « Quand même, cet article 49-3, c'est dommage. On aurait pu, par une « large concertation », se mettre d'accord ensemble sur la destruction du Code du travail. »

Alors, camarades, si la démocratie est le mandat de la majorité, la démocratie, c'est un gouvernement capable de mettre en œuvre ce qui correspond aux besoins de la majorité. Le camarade Steve Headley l'a dit avant moi à propos de la Grande-Bretagne, mais ce qu'il a dit s'applique parfaitement à la France : il est impossible, pour un gouvernement qui accepte de se soumettre aux institutions de l'Union européenne et aux institutions de la V^e République, pour un tel gouvernement quel qu'il soit, de faire autre chose que remettre en cause les conquêtes ouvrières. Il est impossible pour un tel gouvernement de gouverner pour le peuple et de respecter la démocratie.

S'il s'agissait, demain, aujourd'hui, d'établir un gouvernement qui, comme la Commune de Paris, bloque les licenciements, développe les services publics, rétablisse l'instruction publique dans ses droits, l'assistance aux malheureux, aux indigents ; s'il s'agit d'un tel gouvernement, un tel gouvernement exige la rupture avec l'Union européenne et la V^e République !

Il faut le dire clairement, et ce n'est pas là faire de la polémique : celui qui a peur de remettre en cause l'Union européenne, celui qui a peur de remettre en cause ses institutions, celui qui craint de remettre en cause la sacro-sainte Banque centrale européenne, les sacro-saints traités, la sacro-sainte Commission de Bruxelles, celui qui a peur de déroger aux diktats de la sacro-sainte Confédération européenne des syndicats, celui-là s'interdit, par avance, la possibilité de défendre les conquêtes de la classe ouvrière. Il s'interdit par avance d'aider à gagner de nouvelles conquêtes. Il s'interdit par avance de

constituer quelque gouvernement au service de la classe ouvrière et de la démocratie que ce soit.

Un gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie pose un seul problème : la rupture !

L'appel que la camarade Marie-Luce Mouly vous a invités à signer et qui sera à votre disposition à la fin de ce meeting est l'expression du rassemblement de militants de toutes tendances sur une exigence : la rupture !

Rien ne se passera sans cette rupture.

Il s'agit, à travers cet appel, de rassembler la force politique la plus large, permettant, dans l'unité, d'en finir avec ces institutions d'oppression et d'exploitation.

Le Parti ouvrier indépendant et démocratique, pour sa part, estime qu'un parti est nécessaire. On peut partager ce point de vue, ou pas. Nous estimons pour notre part qu'en démocratie il faut un parti qui représente les intérêts des exploités. Mais, que l'on partage ou non ce point de vue, il n'y a pas aujourd'hui d'autre issue que de nous rassembler, militants de toutes tendances, pour ouvrir la voie à la rupture.

Oui, il y a aujourd'hui autant, sinon plus qu'il y a cent quarante-cinq ans, d'un côté les Versaillais, ceux de Bruxelles et de Francfort, et leurs laquais à Londres, à Rome, à Madrid, à Athènes, et chez nous à l'Élysée et à Matignon.

Et il y a de l'autre côté les travailleurs, les jeunes, leurs organisations, unis en un même combat, qui est le combat qui conduira à l'union libre des peuples libres et des nations libres de toute l'Europe.

Oui, camarades, nous avons réalisé ce meeting pour le succès du Brexit. Le succès du Brexit, c'est un jalon dans un long combat. Le succès du Brexit, c'est le succès du légitime combat des travailleurs, des peuples, des opprimés, des exploités de tout le continent. Alors avec nos camarades venus de tous les pays, aujourd'hui comme en 1871, nous disons : que vive la Commune de Paris ! Que vive l'Union libre des peuples, des classes ouvrières et des nations libres de toute l'Europe !



L'appel

soumis par la tribune et approuvé par le meeting

Nous, travailleurs, militants, jeunes, nous sommes réunis dans meeting internationaliste à Paris, le 28 mai. Notre meeting s'inscrivait dans la continuité d'un appel de militants ouvriers de vingt-trois pays d'Europe intitulé : « Nous soutenons les travailleurs britanniques qui voteront pour quitter l'Union européenne au référendum du 23 juin. »

Nous avons entendu les orateurs venus de différents pays d'Europe. Avec eux, nous adressons notre salut fraternel aux travailleurs de Grande-Bretagne et à leurs organisations, engagés dans la campagne pour quitter l'Union européenne.

Oui, quitter l'Union européenne. Ce résultat qui peut être obtenu dans le référendum du 23 juin, demain, serait un appel à l'action de tous les travailleurs et de tous les peuples d'Europe pour briser le carcan des institutions de Bruxelles.

Nous nous sommes réunis ce 28 mai et nous avons constaté que les travailleurs qui, en France, combattent pour le retrait de la réforme du Code du travail sont confrontés à la volonté d'un gouvernement dirigé par le Parti socialiste de mettre en œuvre les plans dictés par Bruxelles.

Mais cela est vrai sous une autre forme pour les travailleurs de Belgique qui viennent de manifester par dizaines de milliers avec leurs organisations contre la réforme du Code du travail dictée par un gouvernement de droite.

Cela est vrai pour les travailleurs d'Allemagne confrontés aux mesures prises par le gouvernement de grande coalition qui veut imposer le travail précaire, le dumping salarial et l'abandon des conventions collectives.

Cela est vrai pour les travailleurs de Grèce à qui le gouvernement Tsipras, pourtant élu contre la politique des mémorandums, cherche à imposer les nouvelles réformes, etc.

Cela est vrai en Italie où un gouvernement qui se dit de « gauche » met en œuvre les plans anti ouvriers de l'UE dans tous les domaines.

Cela est vrai aussi pour les pays baltes, la Pologne, la Tchéquie, que l'impérialisme, l'OTAN et l'UE poussent au surarmement.

Cela est vrai lorsque, au nom de l'accord honteux entre l'Union européenne et le gouvernement Erdogan en Turquie, les réfugiés chassés par les guerres sont expulsés en masse et renvoyés dans leurs pays ravagés par les guerres fomentées par les grandes puissances !

Les faits sont là. Quelle que soit la couleur politique des gouvernements en place, il n'y a pas de possibilité dans le cadre de l'Union européenne pour nationaliser les industries, les services publics. Quels que soient les gouvernements en place, dès lors que les gouvernements se soumettent aux directives de l'Union européenne, alors chacun à son tour est amené à ouvrir à la concurrence et aux privatisations les activités des chemins de fer, de La Poste, les services de santé.

Il est clair que ce qui s'appelle l'Union européenne n'est rien d'autre que l'attaque la plus violente et sans précédent menée par les multinationales contre les acquis ouvriers démocratiques dont l'histoire de l'humanité.

Il est clair que l'Union européenne ne peut être réformée. Il n'y a aucune possibilité de donner un quelconque contenu à ce qui nous a été présenté trop longtemps comme l'Europe sociale. La défense des conquêtes sociales et démocratiques, la reconquête de ce qui a été détruit exigent que les institutions de l'Union européenne soient démantelées.

Nous croyons fermement que les peuples d'Europe sont capables de rétablir les conditions d'une coopération libre dans la paix et l'harmonie, dans le respect de la souveraineté de l'ensemble des nations et dans un processus démocratique où chaque gouvernement doit avoir obligation de rendre des comptes à la population.

Voilà pourquoi, dans ce meeting internationaliste, dans ce meeting fondé sur la solidarité internationale des travailleurs et des peuples sur le vieux continent, nous affirmons que les travailleurs britanniques, en votant pour le Brexit, voteront pour un nouvel avenir libéré de l'austérité et des politiques antisociales sur tout le continent et de ce fait agiront au compte et au service des exploités et des opprimés de l'ensemble des pays d'Europe.

Messages

De Grande-Bretagne

Étaient présents dans la salle, les camarades **John Sweeney**, syndicaliste du bâtiment, responsable syndical de la campagne Labour Leave, et **Nigel Griffith**, ancien député Labour de Glasgow, ancien secrétaire d'État, membre de la campagne Labour Leave.

Messages de soutien reçus de **Ronnie Draper**, président du Syndicat des boulangers BFAWU, de **Ben Chacko**, rédacteur en chef du *Morning Star*.

Message de la coalition **Syndicalistes contre l'Union européenne** (Trade Unionists against the European union) (extraits).

*Camarades,
L'autodétermination des nations est un principe fondamental du socialisme international. Des combattants pour le socialisme à travers le monde se sont battus, sont morts, ont croupi en prison pour établir ce principe et le gagner dans les faits.*

L'union européenne fut bâtie pour détruire ce principe. Elle a fomenté un coup d'État au ralenti, le plus long de l'histoire, contre les nations.

Ceux, dans le mouvement ouvrier, qui aiment l'Union européenne ont renoncé à leur internationalisme.

Ils tentent de prétendre que les luttes actuelles en Grèce, en France et Belgique n'ont aucune réalité et n'ont certainement rien à voir avec l'Union européenne.

Nous savons tous qu'elles ont à voir avec l'UE.

D'abord et avant tout, nous adressons notre plus profonde solidarité internationale à tous les syndicats menant le combat contre les attaques dirigées contre eux par l'Union européenne. Votre lutte est la nôtre.

Si la seule mauvaise chose faite par l'Union européenne était la cruauté infligée au peuple grec, nous expliquerions que tous les pays devraient la quitter. Bien sûr, la Grèce était la pointe émergée de l'iceberg. Le pire est à venir.

N'en riez pas, mais certains, dans le mouvement ouvrier, disent que l'UE protège les droits des travailleurs.

Oui, ils le croient sincèrement.

D'autres disent, et cela en 2016, alors que notre dernière mine a fermé et que ce qui reste de notre industrie sidérurgique lutte pour survivre, alors que des travailleurs des sites industriels ne peuvent se payer une nourriture décente et ont recours aux

banques alimentaires, que l'Union européenne a bénéficié à l'industrie manufacturière ! (...)

Qui est contre nous ? L'OCDE, le FMI, l'OMS, l'impérialisme US, le gouvernement de Cameron, les banques qui ont créé la crise de 2008, toutes les grandes entreprises. Ce sont tous des tigres de papier qui n'apportent rien au monde.

Qui est de notre côté ? Vous tous, toutes les personnes progressistes de l'Europe et à travers la planète. De notre côté aussi, l'esprit pionnier des Communards de Paris de 1871, il y a peu de temps.

Nous-mêmes, nous le peuple, l'autonomie, le pouvoir aux 99 %, renvoyés à la poubelle de l'histoire le 1 %.

Les travailleurs d'Europe devront s'unir de façon nouvelle.

On devra penser non seulement à des déclarations mais à de nouvelles organisations pour nous rassembler.

Quel que soit le résultat du 23 juin, les syndicalistes contre l'Union européenne continueront. Nous vous remercions de votre solidarité. Nous ne fuirons pas l'opportunité de démolir l'énorme antidémocratique, antisocialiste Union européenne.

De République tchèque

Chers camarades, chers amis

Bien que nous n'ayons pas réussi pour diverses raisons à prendre part à cette conférence, c'est néanmoins pour nous un honneur mais aussi un besoin de manifester au moins de cette manière notre solidarité avec les opposants anglais et avec vous qui vous rassemblez dans cette salle.

Nous adressons également nos salutations les plus sincères aux travailleurs français qui sont de nouveau engagés dans le combat contre le diktat de Bruxelles et de Berlin ainsi que contre leurs hommes de main pseudo-socialistes.

En Tchéquie comme en Slovaquie, de plus en plus de nos compatriotes sont conscients d'où se trouvent les racines de l'état de désolation dans lequel se trouvent l'Europe et, plus généralement, le monde. Brièvement un aperçu :

- 1. Cette institution supranationale et totalitaire qui a nom Union européenne détruit l'Europe. Cette institution sert non la population, mais le capital en général et l'impérialisme nord-américain.*
- 2. L'UE représente avec l'OTAN un imbroglio contractuel et politique dans lequel il n'est pas précisé où se situe la limite de l'Union et où commence le pacte de l'Atlantique Nord, cette*

organisation guerrière et criminelle. [...] La dissolution de l'EU des marchés financiers, supranationale et totalitaire, et la sortie de l'OTAN marqueraient le début du sauvetage de l'Europe des peuples libres, pacifique, sociale et solidaire. Travaillons ensemble à avancer dans cette voie !

Au nom des signataires tchèques de l'appel de soutien à l'initiative des travailleurs britanniques pour la sortie de l'UE et de tous ceux en Tchéquie qui soutiennent cet appel :

Vladimira Vitova (Forum tchèque pour la paix ČMF)

Ivan Müller (Forum tchèque pour la paix ČMF)

Petr Schnur (Forum tchèque pour la paix ČMF, bulletin tchécoslovaque EIT)

Ivan David (Plate-forme politique Nouvelle République)

De Slovénie

Chers camarades,

Empêché de participer à votre meeting pour des raisons indépendantes de ma volonté, je vous salue du fin fond des camps de réfugiés où s'entassent les dizaines de milliers que les guerres de l'OTAN et les plans du FMI ont chassés de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak, d'Afrique.

L'Union européenne, comme héritière d'une longue tradition coloniale, est aussi aujourd'hui l'un des piliers majeurs de l'impérialisme, celui-là même qui

est la cause de la dislocation politique, sociale et culturelle de nombreux pays des Balkans, de l'Europe de l'Est, d'Afrique et d'Asie.

Mes patients, parmi ces millions de réfugiés, ne sont que la conséquence de cette politique.

La politique de l'Union européenne dévaste aussi des pays membres de l'Union européenne comme la Slovénie, où le système public de santé a été dévasté, avec un budget amputé de 20 %.

Dans les Balkans, où nos pays ont récemment été contraints de rejoindre l'Union européenne, les bases militaires américaines pullulent : au Kosovo, en Bulgarie, en Roumanie, tandis que des gouvernements fantoches intègrent leurs forces armées sous le contrôle de l'OTAN.

C'est pour cela que nous avons signé l'appel saluant les travailleurs anglais qui voteront pour quitter l'Union européenne, nous, militants ouvriers de Slovénie, de Serbie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie et de Grèce.

C'est pourquoi nous avons accueilli avec enthousiasme l'initiative de travailleurs indiens de convoquer en novembre 2016 à Mumbai, une conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, parce qu'elle exprime nos besoins communs de lutte pour la paix et le progrès social.

Dimitar Anakiev, médecin en Slovénie dans les camps de réfugiés, lui-même ancien réfugié lors des guerres qui ont détruit la Yougoslavie



Le meeting se clôture par le chant de *L'Internationale*

L'appel signé par des militants ouvriers de 23 pays européens

Nous sommes des travailleurs, des jeunes, des militants syndicalistes et politiques de toutes tendances du mouvement ouvrier, de tous les pays du continent européen (membres ou non de l'Union européenne).

Un référendum est convoqué le 23 juin en Grande-Bretagne, avec une question à l'ordre du jour : « Rester » dans l'Union européenne ou « la quitter ».

Nous saluons et appuyons les syndicats, les sections du Labour et les militants ouvriers britanniques qui, malgré les consignes de la direction du Labour et des sommets de la Confédération européenne des syndicats (CES), ont décidé d'appeler à voter pour « quitter » l'Union européenne le 23 juin !

De la Grèce au Portugal, de la Pologne à l'Allemagne... nous avons depuis des années, fait l'expérience de ce que signifient les traités européens fondés sur la « concurrence libre et non faussée », les directives et les plans dictés par l'Union européenne ou par la troïka (et mis en œuvre par chacun des gouvernements, quelle que soit leur couleur politique).

Nos peuples et les travailleurs de toute l'Europe ont subi cette politique, que leur pays soit membre de l'Union européenne ou qu'il soit sous « partenariat d'association » : déréglementation, casse des codes du travail et des droits ouvriers (retraites, Sécurité sociale, conventions collectives), privatisations-destruction des services publics et coupes dans les budgets au nom de la dette, remise en cause de toute forme de souveraineté nationale et populaire.

Nous constatons que l'Union européenne (imbriquée dans l'OTAN par les traités) soutient les interventions militaires étrangères qui jettent sur les routes de l'exil des millions de réfugiés.

Nous constatons que lors du sommet européen des 18 et 19 février, le Premier ministre britannique et la Commission européenne ont scellé un accord qui aggravera encore la mise en concurrence des travailleurs entre eux. Au nom de cet accord, tout travailleur originaire d'un pays de l'Union européenne, émigré en Grande-Bretagne, sera privé pendant quatre ans de tous les droits sociaux arrachés par la classe ouvrière britannique. Ce qui ne pourra amener qu'à une concurrence entre travailleurs, qu'à une nouvelle offensive pour baisser le « coût du travail » des travailleurs britanniques, et à favoriser un climat xénophobe réactionnaire.

Contre cette « Union européenne » qui tente par tous les moyens de dresser les travailleurs les uns contre les autres au plus grand profit des capitalistes et des banquiers, nous opposons l'union des travailleurs et des peuples de toute l'Europe pour la défense et la reconquête de leurs droits, de la souveraineté et de la démocratie.

Avec les 578 délégués réunis à la conférence annuelle de l'Union locale de Trondheim de la Confédération syndicale norvégienne (LO), nous soutenons les travailleurs britanniques qui voteront pour « quitter l'UE » et « lutter main dans la main avec les travailleurs d'Europe et du monde entier ».

Une victoire des travailleurs britanniques le 23 juin sera un point d'appui pour tous les travailleurs qui, dans tous les pays, s'opposent par leur propre lutte de classe aux plans de destruction, de l'Union européenne et des gouvernements qui appliquent sa politique.

Appel contresigné par des militants ouvriers d'Allemagne, d'Autriche, de Belarus, de Belgique, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Croatie, de France, de l'Etat espagnol, de Grèce, de Hongrie, d'Irlande, d'Italie, de Moldavie, de Norvège, du Portugal, de Russie, de Serbie, de Slovénie, de Suède, de Tchéquie, de Turquie, d'Ukraine.

Pour tout contact : H.-W. Schuster, Liebfrauenstraße 31, 40591 Düsseldorf, Fax +49 211 7599092

E-Mail: h.w_schuster@yahoo.com